

ARRETE N° ARR-2025-025

Délégation de signature accordée par Monsieur le Président à Madame Delphine SAUTIER, Directrice de la crèche « La tribu des ptits malins »

Le Président de la Communauté de Communes du Genevois,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-9 ;

Vu la délibération n° c_20241014_adm_90 du Conseil communautaire du 14 octobre 2024 portant élection du Président de la Communauté de Communes du Genevois ;

Vu la délibération n° c_20250526_adm_060 du Conseil communautaire du 26 mai 2025 portant délégations de pouvoir du Conseil communautaire au Président et au Bureau communautaire ;

Vu la nomination de Madame Delphine SAUTIER, contractuelle, en qualité de Directrice de la crèche « La tribu des ptits malins » ;

Considérant :

- Que, dans un souci de continuité et de bon fonctionnement de la collectivité, il y a lieu d'accorder une délégation de signature aux personnels listés par l'article L5211-9 du code général des collectivités territoriales ;
- Les fonctions de Madame Delphine SAUTIER de Directrice de la crèche « La tribu des ptits malins » ;

ARRETE

Article 1 : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Delphine SAUTIER, Directrice de la crèche « La tribu des ptits malins », à l'effet de signer, au nom de Monsieur le Président :

- Les engagements de dépenses, les bons de commande et les devis d'un montant inférieur ou égal à 500 € H.T.

Article 3 : En cas d'empêchement de Madame Delphine SAUTIER, délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les documents ci-dessus listés à Monsieur Simon ALLARY, Coordinateur des crèches.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification aux intéressés.

Article 5 : Le présent arrêté sera, télétransmis en Préfecture, publié, notifié aux intéressés et inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes du Genevois.

Archamps, le 25 septembre 2025
Le Président, Florent BENOIT



Signature de Delphine SAUTIER
Notifié le 02/10/2025

Signature de Simon ALLARY
Notifié le 02/10/2025

Le Président certifie le caractère
exécutoire de cet arrêté :
- Télétransmis en Préfecture le 08/10/2025
- Publié le 08/10/2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.